

Mais quand le ministre affirme que les espérances se sont modérées, il se trompe vraiment. Dès que les mesures de contrôle seront levées, les travailleurs réclameront des hausses de traitement et de salaires aussi élevées qu'ils pensent pouvoir obtenir. Cela dépendra du degré de prospérité de l'économie et des profits de l'entreprise qui les emploie.

On nous a dit que le programme de lutte contre l'inflation s'imposait surtout à cause des revendications salariales exorbitantes, déraisonnables et énormes des travailleurs des secteurs privé et public. Voyons donc ce qui se passe dans le secteur privé.

En 1974, les revendications salariales du secteur privé étaient très élevées. Cela n'aurait pas du surprendre les ministres et les hauts fonctionnaires des Finances. Toutefois, une étroitesse de vues les caractérise. En 1974, ils ont découvert que les travailleurs réclamaient de fortes augmentations de salaires. Où étaient-ils en 1972, 1973 et pendant la première moitié de 1974? Pendant ces trois années là, les bénéficiaires des grandes sociétés se sont accrus chaque année d'environ 35 p. 100. Ils se sont donc accrus de plus de 100 p. 100 au cours de ces trois années. La tranche du revenu national brut qui est allée aux sociétés sous forme de bénéficiaires est passée de 10.5 p. 100 à plus de 14 p. 100.

Quiconque sait comment fonctionne l'économie et ce qui sert de base aux négociations entre le patronat et les syndicats aurait prévu ces fortes revendications salariales de 1974. Si le gouvernement avait voulu les réduire, il aurait dû empêcher une trop forte hausse des bénéficiaires en 1972, 1973 et pendant la première partie de 1974. Au contraire, le gouvernement a accordé plus d'allègements fiscaux aux sociétés, plus de concessions aux sociétés minières et pétrolières et des amortissements plus rapides aux industries de fabrication. En conséquence, les profits des sociétés n'ont cessé de s'accroître. En fait, ils se sont accrus de plus de 100 p. 100.

Il n'est pas surprenant que les travailleurs de l'industrie privée réclamaient, allant parfois jusqu'à la grève, des hausses très élevées de salaires. Des hauts fonctionnaires ont dit à certains d'entre nous que le gouvernement ne s'inquiétait pas outre mesure des hausses salariales dans le secteur privé. Il savait qu'elles devaient correspondre aux profits des sociétés. Les employés ne pouvaient pas demander de salaires trop élevés au point d'annuler les profits des sociétés ou de crainte que celles-ci ne compriment leur personnel et qu'ils perdent leur emploi. Le gouvernement s'inquiétait par contre des exigences excessives des travailleurs du secteur public, tant au niveau fédéral, provincial que municipal. On ne nous a jamais cité beaucoup d'exemples de hausses exorbitantes, c'est pourtant ce qu'on a invoqué pour justifier un programme de lutte contre l'inflation.

● (2140)

Je déclare aux députés d'en face que nous n'avions pas besoin de programme de lutte contre l'inflation, que nous n'avions pas besoin de mesure législative. Si les employés du secteur public demandaient trop, il incombait au gouvernement de leur dire non. Par contre, nous avons vu le gouvernement dire non aux gagne-petit, aux ouvriers non spécialisés ou peu spécialisés. Nous avons vu le gouvernement accepter de

donner de plus en plus aux gens hauts placés. Laissez-moi vous donner deux exemples.

Les députés savent que certains hauts fonctionnaires, tout au haut de l'échelle, touchent bien près de \$65,000 par année. Ils ont bénéficié de hausses considérables. Mais ce que les députés ignorent, bien que l'ancien président du Conseil du Trésor le sache fort bien, c'est que le nombre des hauts fonctionnaires a doublé et même quadruplé. Sur une période d'à peu près dix ans, le nombre des fonctionnaires de la catégorie des SX est passé de 380 en 1968 à 1,250 en 1975. Cette superstructure est horriblement coûteuse et je suis loin d'être persuadé qu'elle est nécessaire à l'amélioration de la Fonction publique, tant sur le plan pratique qu'humain.

Cette croissance bureaucratique ne s'est pas justifiée. On nous a convaincus de la nécessité du programme de lutte contre l'inflation en nous parlant des revendications démesurées des travailleurs canadiens, en nous disant que les salaires augmentaient tellement vite que nous devions vendre nos produits à des prix exorbitants. Il est absolument incontestable que les ventes des principales sociétés canadiennes fléchissent depuis 18 mois. Nous n'avons cependant aucune preuve que nos prix sont devenus exorbitants ni que la productivité des travailleurs canadiens a baissé ou du moins qu'elle a diminué par rapport à celle des Américains qui sont nos principaux concurrents.

Ce qui s'est passé, c'est que les ventes de produits essentiels comme les métaux, qui représentent une de nos principales sources d'exportation, ont diminué. Cette baisse n'est pourtant pas due à une montée en flèche des prix provoquée par des revendications salariales excessives, mais plutôt à un certain ralentissement économique aux États-Unis, au Japon et dans les pays occidentaux en général.

J'aimerais citer un extrait d'un article paru dans le *Tribune* de Winnipeg du mercredi 15 juin, sous la signature de Steven Kelman, collaborateur du *Financial Times*. Sous le titre: «La faible demande en métaux importants influe sur les prix et les gains», voici ce que nous dit l'auteur:

Parce que la reprise économique dans le monde tarde à se manifester, la demande de nombreux métaux—cuivre, zinc, plomb et nickel—ne répond pas tout à fait aux attentes des investisseurs. Par conséquent, les stocks de ces métaux, plus considérables que jamais, exercent une influence à la baisse sur les gains des producteurs. Les analystes dans le domaine des mines et des métaux prévoient que les prix de la plupart des métaux resteront à leur bas niveau au moins jusqu'à l'automne, alors qu'ils pourraient remonter si la reprise économique amène une baisse des stocks. Même si ces prévisions se réalisaient, les investisseurs devront attendre plusieurs trimestres avant que les producteurs ne fassent état de gains plus élevés.

On explique ensuite pourquoi les gains sont bas et voici ce qu'on précise plus loin:

La surproduction de métaux: la fin des années 60 et le début des années 70 ont été marqués par une forte expansion des mines dans le monde attribuable à une plus grande consommation. Mais l'indice d'utilisation des métaux est en baisse à cause de l'escalade des coûts de l'énergie. Les prix resteront dans un état léthargique à moins que l'on assiste à une vigoureuse reprise de la demande.

L'auteur explique que les stocks de cuivre et d'autres métaux détenus de par le monde sont très élevés. Il ajoute:

Des stocks importants: la crainte des arrêts de travail chez les gros producteurs américains de cuivre et de zinc est l'une des principales raisons qui a amenés les manufacturiers à acheter à l'avance, en prévision de leurs besoins habituels. Ajouté à cela, il y avait la crainte que le cuivre ne vienne à manquer à cause des troubles politiques que connaissait le Zaïre, important producteur de cuivre d'Afrique.